

**PARLEMENT DE LA RÉGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE**

---

SESSION ORDINAIRE 2012-2013

18 JUIN 2013

---

**PROPOSITION D'ORDONNANCE**

**modifiant l'article 4 de l'ordonnance du  
19 juillet 1990 portant création de  
l'Agence régionale pour la propriété**

---

**RAPPORT**

fait au nom de la commission  
de l'Environnement,  
de la Conservation de la nature,  
de la Politique de l'eau et de l'Énergie

**par Mme Nadia EL YOUSFI (F)**

---

Ont participé aux travaux de la commission :

*Membres effectifs* : M. Arnaud Pinxteren, président de séance; MM. Mohammadi Chahid, Bea Diallo, Mme Olivia P'tito, M. Ahmed Mouhssin, Mmes Mahinur Ozdemir, Els Ampe, Annemie Maes.

*Membres suppléants* : M. Yaron Peszat, Mme Anne-Charlotte d'Ursel, M. Fouad Ahidar.

*Autres membres* : M. Vincent De Wolf, Mme Nadia El Yousfi, MM. Didier Gosuin, Joël Riguelle.

Voir :

**Document du Parlement :**

A-414/1 – 2012/2013 : Proposition d'ordonnance.

**BRUSSELS  
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT**

---

GEWONE ZITTING 2012-2013

18 JUNI 2013

---

**VOORSTEL VAN ORDONNANTIE**

**tot wijziging van artikel 4 van de ordonnantie  
van 19 juli 1990 houdende oprichting van het  
Gewestelijk Agentschap voor Netheid**

---

**VERSLAG**

uitgebracht namens de commissie  
voor Leefmilieu,  
Natuurbeschouwing,  
Waterbeleid en Energie

**door mevrouw Nadia EL YOUSFI (F)**

---

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen :

*Vaste leden* : de heer Arnaud Pinxteren, voorzitter van de vergadering; de heren Mohammadi Chahid, Bea Diallo, mevr. Olivia P'tito, de heer Ahmed Mouhssin, mevr. Mahinur Ozdemir, mevr. Els Ampe, mevr. Annemie Maes.

*Plaatsvervangers* : de heer Yaron Peszat, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, de heer Fouad Ahidar.

*Andere leden* : de heer Vincent De Wolf, mevr. Nadia El Yousfi, de heren Didier Gosuin, Joël Riguelle.

Zie :

**Stuk van het Parlement :**

A-414/1 – 2012/2013 : Voorstel van ordonnantie.

## **I. Exposé introductif de M. Vincent De Wolf, coauteur de la proposition d'ordonnance**

M. Vincent De Wolf rappelle que la présente proposition d'ordonnance en matière de propriété publique vise à appliquer les décisions du groupe de travail des huit partis chargés de la mise en oeuvre du volet intrabrusellois de la réforme institutionnelle.

Il souligne qu'il y a des différences sensibles entre l'accord conclu au niveau fédéral, auquel il a participé, et la proposition d'ordonnance présentée aujourd'hui. La déclaration gouvernementale fédérale prévoyait que la compétence de la propriété serait transférée aux communes. Mais la politique est l'art du possible. Vu les problèmes majeurs qu'une telle mesure semblait entraîner sur le plan syndical, la montagne accouche d'une souris, même si l'on note quelques avancées.

Lors des réunions du groupe de travail, le député a déploré le fait que le texte avait déjà reçu l'accord des syndicats, sans avoir été soumis préalablement aux différents négociateurs, mis devant le fait accompli.

Il se réjouit cependant que l'amendement qu'il avait déposé, visant à préciser dans les développements que des conventions sont systématiquement conclues avec les communes afin de permettre une mainmise de celles-ci sur la supervision du travail de l'Agence, ait été adopté.

La présente proposition prévoit une intensification de la compétence régionale pour les parcs à containers. Par ailleurs, il avait été convenu en groupe de travail que les initiatives spécifiques des communes ne devaient pas être supprimées. M. De Wolf cite l'exemple de la commune d'Etterbeek, qui n'a pas de parcs à containers mais qui organise une collecte sélective à cinq endroits différents une fois par mois.

L'orateur espère que dorénavant, le nettoiement des rues se passera en bonne intelligence entre les brigadiers de la propriété de l'Agence et ceux des communes, afin que les équipes travaillent en même temps et de manière coordonnée dans les mêmes espaces. Il s'agit d'éviter certaines situations ubuesques dans le passé où un mandataire local interpellé par un habitant à propos de la saleté d'une rue était contraint de répondre qu'il s'agit d'une voirie régionale pour laquelle il ne peut pas intervenir – ce qui donne de l'eau au moulin de certains journalistes prêts à se répandre dans la presse sur l'état de propriété de la capitale de l'Europe.

Au-delà des réserves qu'il vient de formuler, M.

## **I. Inleidende uiteenzetting van de heer Vincent De Wolf, mede-indiener van het voorstel van ordonnantie**

De heer Vincent De Wolf wijst erop dat het voorstel van ordonnantie inzake openbare netheid ertoe strekt uitvoering te geven aan de beslissingen van de werkgroep van de acht partijen die belast is met het intra-Brussels deel van de hervorming van de instellingen.

Hij benadrukt dat er aanzienlijke verschillen zijn tussen het federale akkoord, waarover hij mee onderhandeld heeft, en het voorliggende voorstel van ordonnantie. In de federale regeerverklaring staat dat de bevoegdheid inzake netheid zou worden overgedragen aan de gemeenten. Politiek is echter de kunst van het haalbare. Gelet op de grote problemen waartoe zo'n maatregel zou leiden op syndicaal vlak, heeft de olifant een muis gebaard, ook al worden er enkele verbeteringen vastgesteld.

Tijdens de vergaderingen van de werkgroep betreurde de volksvertegenwoordiger dat de tekst al was goedgekeurd door de vakbonden, maar vooraf niet was voorgelegd aan de verschillende onderhandelaars, die voor een voldongen feit werden geplaatst.

Het verheugt hem evenwel dat zijn amendement, dat ertoe strekt om in de toelichting te stipuleren dat er systematisch overeenkomsten worden gesloten met de gemeenten opdat ze volledig kunnen instaan voor het toezicht op het werk van het Agentschap, is goedgekeurd.

Het voorstel voorziet in een uitbreiding van de bevoegdheid van het Gewest betreffende de containerparken. Voorts werd door de werkgroep afgesproken dat de specifieke initiatieven van de gemeenten mochten blijven bestaan. De heer De Wolf haalt als voorbeeld de gemeente Etterbeek aan, die geen containerparken heeft, maar wel één keer per maand een selectieve ophaling op vijf verschillende plaatsen organiseert.

De spreker hoopt dat het reinigen van de straten voortaan in een goede verstandhouding tussen de personeelsleden van het Agentschap en die van de gemeenten zal verlopen, zodat de ploegen tegelijkertijd en op gecoördineerde wijze samenwerken in dezelfde ruimten. Het is de bedoeling om bepaalde absurde situaties uit het verleden te voorkomen, zoals een plaatselijke mandataris die door een inwoner geïnterpelleerd werd over een straat die er vuil bij ligt en moest antwoorden dat het om een gewestweg ging en hij daar niets aan kon doen. Dat is natuurlijk koren op de molen van sommige journalisten die staan te springen om de netheid in de hoofdstad van Europa te bekritisieren.

Afgezien van de voornoemde bezwaren, deelt de heer

Vincent De Wolf annonce que son groupe soutiendra la proposition d'ordonnance. Il espère que l'esprit sur le terrain permettra une meilleure collaboration à l'avenir entre la Région et les communes.

## II. Discussion générale

M. Fouad Ahidar souligne que la présente proposition d'ordonnance a vu le jour dans le cadre de l'accord institutionnel et de l'effort en vue de réformer la Région bruxelloise et ses 19 communes. Au terme de la réforme, des compétences telles que la mobilité, l'urbanisme et le logement seront gérées au niveau de la Région. Cela devrait permettre à Bruxelles de mener une politique urbaine cohérente. Par contre, la propreté publique est une compétence importante qu'il convient d'exercer au plus près du citoyen. Les besoins en matière de propreté publique sont très variés dans la Région, ils diffèrent d'un quartier à l'autre. Les pouvoirs locaux sont mieux à même de répondre aux questions et problèmes concrets qui se posent. Le projet urbain que le sp.a a présenté en 2008 repose sur une Région forte, une gestion à l'échelle d'une grande ville mais aussi un niveau de pouvoir local fort. La propreté est une matière locale au sens littéral du terme. On sait d'expérience qu'on balaye plus soigneusement devant sa porte qu'ailleurs dans la ville.

La proposition organise la collaboration entre le niveau communal et la Région, plus précisément par le biais de l'Agence régionale pour la Propreté. Elle instaure la possibilité pour l'Agence de conclure une convention avec chaque commune. Le nettoiement des voiries régionales ou d'autres parties des voiries publiques à la demande des pouvoirs publics sera organisé par cette convention. Celle-ci comprend des objectifs précis : la supervision opérationnelle des communes, un mécanisme d'évaluation et les moyens engagés. En outre, la gestion des parcs à containers est transférée à la Région. Actuellement, un habitant de Schaerbeek ne peut pas se rendre au parc à containers situé 100 mètres plus loin, à Saint-Josse-ten-Noode. Mais même quand les parcs à containers communaux auront été transférés, la pénurie restera aiguë. M. Ahidar a consacré plusieurs interpellations à ce problème.

Le gouvernement bruxellois doit à présent déterminer d'urgence l'emplacement des sites et commencer à construire les parcs à containers de proximité promis. La réforme intrabruselloise est un premier pas dans la bonne voie, mais on n'est pas encore au bout du chemin. Pour ce qui est de la propreté publique non plus, ceci n'est pas un point final. Idéalement, il faudrait qu'un même niveau assume la compétence de la propreté publique dans son ensemble. Or, même après l'entrée en vigueur de l'ordonnance, tant les communes que la Région resteront compétentes pour les dépôts sauvages.

La présente proposition d'ordonnance est un premier

Vincent De Wolf mee dat zijn fractie het voorstel van ordonnantie zal steunen. Hij hoopt dat de werksfeer te velde in de toekomst zal leiden tot een betere samenwerking tussen het Gewest en de gemeenten.

## II. Algemene besprekking

De heer Fouad Ahidar onderstreept dat dit voorstel van ordonnantie tot stand kwam in het kader van het institutioneel akkoord en de inspanning om het Brussels Gewest en zijn 19 gemeenten te hervormen. Het zwaartepunt voor de bevoegdheid als mobiliteit, stedenbouw en huisvesting ligt na de hervorming bij het Gewest. Dit moet ervoor zorgen dat Brussel een coherent stedelijk beleid kan voeren. De openbare netheid daarentegen is een belangrijke bevoegdheid die zo dicht mogelijk bij de burger moet staan. De noden inzake openbare netheid zijn zeer verschillend in het Gewest, namelijk wijk per wijk. De lokale overheden kunnen beter inspelen op concrete vragen en problemen die zich stellen. Het stadsproject dat de sp.a voorstelde in 2008 bestaat uit een sterk Gewest, een grootstedelijk bestuur maar ook uit een sterke lokale bestuurslaag. Netheid werd letterlijk aangeduid als een lokale aangelegenheid. De ervaring leert dat men voor eigen deur schoner veegt dan in andere delen van de stad.

Dit voorstel organiseert de samenwerking tussen het gemeentelijk niveau en het Gewest, namelijk via het Gewestelijk Agentschap voor Netheid. Het voert de mogelijkheid in voor het Agentschap om een overeenkomst af te sluiten met iedere gemeente. Het reinigen van gewestwegen van andere delen van de openbare wegen op aanvraag van de lokale overheden wordt via deze overeenkomst georganiseerd. Deze laatste bevat nauwkeurige doelstellingen : het operationele toezicht van de gemeenten, een evaluatiemechanisme en de ingezette middelen. Bovendien wordt het beheer van de containerparken naar het Gewest overgeheveld. Vandaag kan iemand uit Schaerbeek niet naar het containerpark 100 meter verder in Sint-Joost-ten-Node. Maar ook als gemeentelijke containerparken overgedragen zijn, blijft er een groot tekort. De heer Ahidar heeft meermaals geïnterpelleerd over dit probleem.

De Brusselse Regering moet nu dringend locaties vastleggen en starten met de bouw van de beloofde buurtcontainerparken. De interne hervorming van Brussel is een eerste stap in de goede richting, maar we zijn er zeker nog niet. Ook wat betreft openbare netheid is dit geen eindpunt. In de ideale situatie is een niveau volledig bevoegd voor de openbare netheid. Zo blijven ook na de invoering van de ordonnantie zowel de gemeenten als het Gewest bevoegd voor sluikstorten.

Dit voorstel van ordonnantie is een goede eerste stap

pas positif que le sp.a soutient sans réserve.

M. Didier Gosuin annonce que le groupe FDF votera la proposition d'ordonnance. Comme diverses propositions résultant des accords intrabrusellois, celle-ci fait partie du programme de son parti depuis bien longtemps, au même titre que la plupart des autres partis.

Les partis se sont mis d'accord sur le transfert de la compétence – qui a donné lieu à des manifestations assez rudes à l'époque – et la négociation a porté là-dessus. Comment atteindre l'objectif tout en garantissant au personnel de Bruxelles-Propreté une promotion de carrière ? Certains membres du personnel doivent pouvoir, à partir d'un certain âge, être affectés à des tâches plus légères, plus compatibles avec leurs capacités physiques, et cesser de sillonnner les rues derrière des camions poubelles. C'était le sens de l'organisation du balayage.

C'est pourquoi, à titre personnel et fort de son expérience en la matière, M. Didier Gosuin a écrit le 30 janvier 2012 au Secrétaire d'Etat Emir Kir pour lui faire part de sa proposition en ces termes : « Parmi les accords institutionnels, il est prévu qu'en matière de propreté, le balayage sera transféré aux communes. Cela dit, légalement, une autre piste est envisageable : la commune pourrait, par convention, donner un mandat à l'Agence ou conclure une concession avec elle sur la base de l'article 4, § 2, 2° de l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la Propreté ». Le député ajoute qu'il avait pris contact avec les organisations syndicales et avait constaté que cette formule offrait une solution, même si les syndicats n'étaient *a priori* pas demandeurs.

L'orateur signale qu'il a réitéré sa proposition en mars 2012, mais il n'a alors pas reçu de réponse. Puis il a rencontré M. Rachid Madrane et lui a écrit dans le même sens. M. Gosuin s'est réjoui d'entendre, lors de la conférence de presse du nouveau secrétaire d'Etat à la propreté, que le contenu de sa proposition formulée le 30 janvier 2012 s'y retrouvait. C'était la voie de la sagesse : laisser la compétence à Bruxelles-Propreté, conclure des conventions pour que les communes gardent la maîtrise et la responsabilité du nettoiement tout en garantissant au personnel de l'ABP les promotions de carrière.

M. Didier Gosuin votera la proposition d'ordonnance pour deux raisons : il s'accorde sur son objectif, et elle concrétise sa proposition formulée il y a un peu plus d'un an.

M. Yaron Peszstat rappelle que le texte proposé aujourd'hui au vote est le quatrième texte de la réforme

die de sp.a ten volle steunt.

De heer Didier Gosuin deelt mee dat de FDF-fractie het voorstel van ordonnantie zal goedkeuren. Zoals verschillende voorstellen die uit de intra-Brusselse akkoorden voortvloeien, behoort de inhoud van dit voorstel allang tot het programma van zijn partij, net als tot dat van de meeste andere partijen.

De partijen zijn het eens geraakt over de overdracht van de bevoegdheid, wat destijds aanleiding heeft gegeven tot vrij woelige betogeningen op straat. De onderhandelingen gingen daarover. Hoe kan men het doel bereiken en tegelijk de personeelsleden van Net Brussel garanderen dat ze een bevordering in hun loopbaan krijgen? Sommige personeelsleden moeten vanaf een bepaalde leeftijd kunnen worden ingezet voor lichtere taken die beter overeenkomen met hun fysieke capaciteiten, en kunnen stoppen met achter de vuilniskar te lopen. Dat was het doel van de reorganisatie van het vegen.

Gesterkt door zijn ervaring op dat gebied, nam de heer Didier Gosuin daarom het initiatief om d.d. 30 januari 2012 een brief te sturen aan staatssecretaris Emir Kir om hem het volgende voorstel mee te delen: "De institutionele akkoorden bepalen dat, wat de netheid betreft, het vegen zal worden overgedragen aan de gemeenten. Wettelijk gezien is er evenwel een andere oplossing mogelijk: de gemeente zou bij overeenkomst een mandaat kunnen verlenen aan het Agentschap of er een concessie mee sluiten op grond van artikel 4, § 2, 2°, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid.". De volksvertegenwoordiger voegt eraan toe dat hij contact had opgenomen met de vakbonden en had vastgesteld dat die regeling een oplossing bood, ook al waren de vakbonden daar in eerste instantie geen vragende partij voor.

De spreker wijst erop dat hij zijn voorstel in maart 2012 heeft herhaald, maar geen antwoord heeft gekregen. Daarna heeft hij de heer Rachid Madrane ontmoet en hem een brief met dezelfde inhoud gestuurd. Het verheugt de heer Gosuin dat zijn voorstel van 30 januari 2012 aan bod kwam op de persconferentie van de nieuwe staatssecretaris bevoegdheid voor netheid. Dat is een verstandige aanpak: de bevoegdheid bij Net Brussel laten, overeenkomsten sluiten opdat de gemeenten blijven instaan en verantwoordelijk blijven voor het reinigen en tegelijk de personeelsleden van het GAN de bevorderingen in hun loopbaan garanderen.

De heer Didier Gosuin zal het voorstel van ordonnantie om twee redenen steunen: hij is het eens met de doelstelling en het geeft concreet gestalte aan het voorstel dat hij iets meer dan een jaar geleden formuleerde.

De heer Yaron Peszstat wijst erop dat het ter stemming voorliggende voorstel de vierde tekst van de intra-

institutionnelle intrabruselloise. Les huit participants au groupe de travail peuvent s'en réjouir.

La proposition traduit d'une manière un peu particulière l'accord de gouvernement qui prévoyait d'aller plus loin dans le transfert de la compétence. Mais l'on se heurtait à des difficultés insurmontables d'harmonisation de statuts différents, sauf à prendre en charge financièrement la différence qui existe entre les traitements et avantages des ouvriers de l'ABP et ceux des ouvriers communaux. Des discussions ont eu lieu entre le Gouvernement, par le biais du secrétaire d'Etat à la propreté, et les syndicats afin de trouver une solution qui permette de mettre en oeuvre l'accord. Le texte prévoit d'évaluer à terme la formule qui a été retenue, à savoir la contractualisation entre la Région et chacune des dix-neuf communes. Le député espère que cet accord permettra d'améliorer le nettoiement des voiries. La situation devient d'ores et déjà plus claire pour le public, qui saura désormais à qui s'adresser.

La compétence de la gestion des parcs à containers est transférée à la Région. L'article 2 de la proposition d'ordonnance complète l'article 4, § 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance du 19 juillet 1990 créant l'ABP par un point 7°, qui prévoit que l'Agence développera un réseau de parcs à containers « dans les conditions, notamment de proximité, fixées par le Gouvernement ». Ce dernier devra garantir un accès au réseau de parcs à containers pour les personnes domiciliées en Région bruxelloise, et arrêter les modalités de reprise des parcs à containers communaux.

La Région devra donc à terme créer un réseau bien maillé de parcs à containers, dont tous les Bruxellois pourront bénéficier à proximité de chez eux dans les conditions définies par le Gouvernement, ce qui devrait permettre une récolte des encombrants plus efficace, mais aussi plus importante en termes de tonnage. On ne peut que se réjouir de cette nouvelle impulsion, car les encombrants ne doivent pas être considérés comme des déchets, mais comme une ressource qui peut, via le recyclage, le réemploi et la réutilisation, être réinjectée dans le circuit économique et social. Les encombrants permettent de créer de l'emploi à Bruxelles pour des personnes peu qualifiées ou qui disposent de qualifications techniques et professionnelles. Il s'agit donc d'un enjeu majeur, à la fois environnemental et social.

Mme Annemie Maes s'en tiendra à trois points. D'un côté, c'est un pas en avant, mais pas encore le point final, comme l'a évoqué M. Ahidar.

Ensuite, bon nombre de personnes n'acceptent pas que certains quartiers de notre ville soient sales et qu'il reste de nombreux problèmes de dépôts sauvages. Dans la présente proposition d'ordonnance, on s'attache enfin à

Brusselse institutionele hervorming is. De acht leden van de werkgroep mogen daar trots op zijn.

Het voorstel is een enigszins eigenaardige vertaling van het regeerakkoord, dat verder ging in de bevoegdheidsoverdracht. Men stuitte echter op onoverkomelijke problemen met de harmonisering van verschillende statuten, tenzij het verschil tussen de weddes en voordelen van de arbeiders van het GAN en die van de gemeenten financieel zou worden bijgepast. Er hadden besprekingen plaats tussen de regering, vertegenwoordigd door de staatssecretaris bevoegd voor netheid, en de vakbonden om een oplossing te vinden die het akkoord kan uitvoeren. De tekst voorziet in een evaluatie van de gekozen formule, te weten een overeenkomst tussen het Gewest en elk van de negentien gemeenten. De volksvertegenwoordiger hoopt dat het akkoord zal leiden tot een betere reiniging van de wegen. De situatie wordt al duidelijker voor de bevolking, die voortaan weet tot wie ze zich moet wenden.

De bevoegdheid voor het beheer van de containerparken wordt overgedragen aan het Gewest. Artikel 2 van het voorstel van ordonnantie vervolledigt artikel 4, § 1, van de ordonnantie van 19 juli 1990 houdende oprichting van het GAN met een 7°, dat bepaalt dat het Agentschap een netwerk van containerparken uitbouwt “volgens de voorwaarden – onder andere in verband met nabijheid – vastgesteld door de Regering”. Deze laatste verzekert de in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gedomicilieerde personen toegang tot dit netwerk van containerparken en bepaalt de nadere regels voor de overname van de gemeentelijke containerparken.

Het Gewest zal dus op termijn een fijnmazig netwerk van containerparken moeten uitbouwen, waarvan alle Brusselaars in de nabijheid van hun woning gebruik zullen kunnen maken volgens de voorwaarden die de regering vaststelt. Dat zou moeten leiden tot een efficiëntere ophaling van het grof afval, maar ook tot de ophaling van grotere hoeveelheden. Men kan zich enkel verheugen over deze nieuwe impuls, want grof afval mag niet als afval worden beschouwd, maar als een hulpbron die via recycling en hergebruik weer in het economisch en sociaal circuit kan worden gebracht. Grof afval kan in Brussel jobs creëren voor laaggeschoolden of personen die technisch of beroepsgericht hebben gevuld. Het is dus een grote uitdaging op ecologisch én sociaal vlak.

Mevrouw Annemie Maes zal zich beperken tot drie punten. Enerzijds is het een stap vooruit, maar nog niet het eindpunt, zoals aangehaald door de heer Ahidar.

Vervolgens zijn veel mensen het er niet eens dat onze stad in bepaalde wijken nog niet net is en dat er veel sluijkstortproblemen blijven. In dit voorstel van ordonnantie wordt er eindelijk werk gemaakt van

faire la clarté pour le citoyen, et les communes devront également prendre leurs responsabilités sur le plan de la communication, recueillir les plaintes et les transmettre aux instances compétentes. Une convention est prévue entre l'Agence et chaque commune. La députée demande que le Parlement soit impliqué le plus étroitement possible et qu'il reçoive également un aperçu régulier des conventions passées avec les communes, assorti d'un système d'évaluation afin de voir si le problème des dépôts sauvages s'améliore.

Enfin, la Région sera l'acteur principal pour les parcs à containers. Mais les initiatives restent possibles à l'échelon communal. Les études montrent que de nombreux parcs à containers supplémentaires sont nécessaires. L'intervenante demande que le Gouvernement fasse rapidement la lumière sur le calendrier et l'augmentation du nombre de flux de déchets qui seront collectés.

On fait un premier pas aujourd'hui, et la députée attend avec impatience la concrétisation des nouvelles mesures.

M. Joël Riguelle souligne que le cdH a participé à ces travaux avec le souci principal d'assurer un meilleur service aux citoyens, et non pour le plaisir de la réforme ou pour donner suite à l'une ou l'autre gesticulation politique de gens qui n'aiment pas vraiment Bruxelles et les Bruxellois.

Le système proposé répond partiellement aux attentes. La paix sociale a été préservée tout en permettant aux communes de bénéficier d'une capacité de gestion du nettoiement étendue à l'ensemble des voiries situées sur leur territoire, ce qui constituait une demande bien légitime. Les communes pourront, dans des conditions à préciser dans les conventions passées avec l'ABP, répondre à des besoins spécifiques ponctuels et surtout à la demande d'efficacité des citoyens.

Ce mécanisme apportera – s'il fonctionne correctement et il faudra y veiller – la flexibilité nécessaire à la poursuite de l'objectif de propriété publique initial, tout en assurant une gestion rationnelle et respectueuse du personnel, ainsi qu'une gestion des infrastructures et des moyens matériels disponibles. Il convient de rester vigilants quant à la mise en oeuvre de l'accord, car si ce dernier s'inscrit dans le champ des possibles, son efficacité résidera dans le contenu même des conventions. Le Gouvernement sera chargé d'en rédiger le cadre en prévoyant les modes de supervision par les communes, les objectifs à atteindre, les mécanismes de gestion opérationnelle et d'évaluation des objectifs, ainsi que les moyens qui y seront consacrés. Que ce soit pour le balayage ou les parcs à containers, une grande attention sera accordée à l'ensemble de ces points afin de garantir la réelle opérationnalité du futur dispositif, indispensable dans le cadre d'un développement humain

duidelijkheid naar de burger toe en de gemeenten zullen ook hun verantwoordelijkheid moeten nemen op het vlak van communicatie, de klachten verzamelen en doorspelen naar de bevoegde instanties. Een overeenkomst is voorzien tussen het Agentschap en elke gemeente. De volksvertegenwoordiger vraagt dat het Parlement zo nauw mogelijk betrokken wordt zodat dit laatste ook regelmatig een overzicht krijgt van de overeenkomsten met de gemeenten met een evaluatiesysteem om te zien of het sluikstortprobleem verbeterd is.

Ten slotte wordt het Gewest de grote actor voor de containerparken. Initiatieven blijven mogelijk op gemeentelijk niveau. De studies tonen aan dat veel bijkomende containerparken noodzakelijk zijn. De spreekster vraagt dat de Regering snel duidelijkheid geeft over de timing en de verhoging van het aantal afvalstromen die zullen worden ingezameld.

Het is nu een eerste stap en de volksvertegenwoordiger kijkt verder uit naar de concretisering van de nieuwe maatregelen.

De heer Joël Riguelle onderstreept dat de cdH heeft deelgenomen aan de werkzaamheden met als hoofddoel de dienstverlening aan de burgers te verbeteren en niet te hervormen om te hervormen of gevolg te geven aan politiek spierballengerol van mensen die niet echt geven om Brussel en de Brusselaars.

De voorgestelde regeling komt gedeeltelijk tegemoet aan de verwachtingen. De sociale vrede werd gehandhaafd en de gemeenten zullen in staat zijn om alle wegen op hun grondgebied te reinigen. Dat was een zeer terechte wens. De gemeenten zullen volgens voorwaarden die in de overeenkomsten met het GAN moeten worden vastgesteld, kunnen tegemoetkomen aan specifieke behoeften en vooral aan de vraag van de burgers naar meer efficiëntie.

Als deze regeling correct werkt – daarop zal men moeten toezien – zal ze zorgen voor de flexibiliteit die vereist is om de initiële doelstelling van openbare netheid te kunnen nastreven en tegelijk te zorgen voor een rationeel en respectvol personeelsbeheer en het beheer van de infrastructuur en de beschikbare materiële middelen. Men moet blijven toezien op de uitvoering van het akkoord, want het biedt weliswaar mogelijkheden, maar de efficiëntie ervan zal afhangen van de inhoud van de overeenkomsten. De regering zal het kader van de overeenkomsten moeten opstellen met de regels voor het toezicht door de gemeenten, de doelstellingen, de mechanismen voor het operationele beheer en de evaluatie van de doelstellingen alsook de middelen die daarvoor zullen worden uitgetrokken. Of het nu gaat om het vegen of de containerparken, er zal veel aandacht worden geschonken aan al die punten om te garanderen dat de toekomstige regeling echt operationeel is, wat

responsable.

Mme Olivia P'tito souligne que la présente proposition apporte une pierre supplémentaire à l'édifice de la mise en oeuvre de la sixième réforme de l'Etat. C'est aussi une nouvelle preuve de la maturité institutionnelle de notre Région. Même si le premier signataire de la proposition a parlé d'une montagne qui accouche d'une souris, la députée affirme que le protocole d'accord du 17 avril 2013 était inespéré si l'on se replace dans la situation qui prévalait au tout début de la réforme. Et M. Didier Gosuin ne contestera pas la capacité d'écoute des participants au groupe de travail vis-à-vis des propositions de chacun.

Un dialogue reste nécessaire entre les communes et la Région pour donner vie au texte soumis aujourd'hui au vote de la commission, afin de moderniser l'Agence et d'améliorer toujours et encore le service aux Bruxellois, tout en garantissant le caractère public de l'emploi, qui a pu être préservé. Mme P'tito invite les commissaires à relire les débats budgétaires de décembre 2012, et rappelle qu'à ce moment, l'enveloppe budgétaire supplémentaire destinée à garantir la statutarisation d'une centaine d'agents de l'ABP n'était pas encore acquise.

onontbeerlijk is in het kader van een verantwoordelijke menselijke ontwikkeling.

Mevrouw Olivia P'tito onderstreept dat het voorstel van ordonnantie een extra stap in de uitvoering van de zesde staatshervorming is. Het is ook een nieuw bewijs van de institutionele maturiteit van ons Gewest. Ook al heeft de hoofdindienaar van het voorstel gesproken van een olifant die een muis baart, toch bevestigt de volksvertegenwoordigster dat het protocolakkoord van 17 april 2013 een onverhoop resultaat is als men terugdenkt aan de situatie bij het prille begin van de onderhandelingen over de hervorming. De heer Didier Gosuin zal niet betwisten dat de leden van de werkgroep openstonden voor elkaars voorstellen.

Een dialoog tussen de gemeenten en het Gewest blijft nodig om de tekst die vandaag ter goedkeuring aan de commissie wordt voorgelegd, concreet gestalte te geven, teneinde het Agentschap te moderniseren en de dienstverlening aan de Brusselaars te blijven verbeteren en tegelijk de werkgelegenheid in de openbare sector te garanderen, wat het geval is. Mevrouw P'tito verzoekt de commissieleden om de begrotingsbesprekingen van december 2012 te herlezen en wijst erop dat de extra begrotingsmiddelen die waren uitgetrokken om een honderdtal personeelsleden van het GAN een statutaire betrekking te verlenen, toen nog niet verworven waren.

### **III. Discussion des articles et votes**

#### *Article 1<sup>er</sup>*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article 1<sup>er</sup> est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

#### *Article 2*

Cet article ne suscite aucun commentaire.

#### **Vote**

L'article 2 est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

### **III. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen**

#### *Artikel 1*

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

#### **Stemming**

Artikel 1 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

#### *Artikel 2*

Dit artikel lokt geen enkele commentaar uit.

#### **Stemming**

Artikel 2 wordt aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

**IV. Vote sur l'ensemble**

L'ensemble de la proposition d'ordonnance est adopté à l'unanimité des 13 membres présents.

– *Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction du rapport.*

*La Rapporteuse,*

Nadia EL YOUSFI

*Le Président,*

Ahmed EL KTIBI

**IV. Stemming over het geheel**

Het voorstel van ordonnantie wordt in zijn geheel aangenomen bij eenparigheid van de 13 aanwezige leden.

– *Vertrouwen wordt geschenken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

*De Rapporteur,*

Nadia EL YOUSFI

*De Voorzitter;*

Ahmed EL KTIBI